

LES FONDS CARTOGRAPHIQUES CONSERVÉS AU SERVICE HISTORIQUE DE L'ARMÉE DE TERRE : BREF SURVOL

Par Marie-Anne CORVISIER-DE-VILLÈLE

Les militaires ont toujours été, on le sait, de grands consommateurs et, par voie de conséquence, de grands producteurs de cartes ; on ne s'étonnera donc pas que le Service historique de l'Armée de terre, sis à Vincennes, conserve un nombre impressionnant de documents ayant trait à la cartographie : cartes isolées dans les dossiers opérationnels, plans accompagnant les mémoires rédigés par les ingénieurs, ou même fonds entiers d'archives cartographiques, réunis et élaborés par les cartographes militaires.

Les cartographes du Dépôt de la guerre

Lorsque, à la fin du XVII^e siècle, Louis XIV et son secrétaire d'État à la Guerre, le marquis de Louvois, mettent sur pied le Dépôt de la guerre ils entendent essentiellement mettre de l'ordre dans la production de leurs bureaux et en faciliter l'archivage. Cependant, très vite, ce nouveau service prend une ampleur que n'ont sans doute pas prévue ses fondateurs, et se double d'un véritable organisme de documentation et d'études historiques, chargé d'exploiter les archives à la source. Dans cette optique les cartes ont une triple place : ce sont d'abord les documents primaires rédigés par les militaires sur le terrain et envoyés à Versailles à l'appui de rapports et comptes rendus ; ce sont ensuite les documents cartographiques de toute provenance réunis pour aider à la compréhension du terrain et à l'élaboration de la stratégie, tels les cartes et atlas des géographes de cabinet ; ce sont enfin les cartes des conflits passés, réalisées pour aider à tirer les enseignements d'un événement et contribuer ainsi à la formation des militaires.

Parallèlement les ingénieurs du roi chargés de l'attaque et de la défense des places fortes ont depuis longtemps une activité cartographique intense liée à leur fonction d'architecte. Dès 1691 ils sont réunis en un corps constitué, le corps des ingénieurs du Roy dépendant du Département des fortifications. Leur production dès lors soigneusement conservée est rassemblée au Dépôt des fortifications depuis 1792.

Lors de la paix qui met fin à la longue et coûteuse guerre de Succession d'Espagne, les ingénieurs géographes des camps et armées dont les plus anciens sont entrés au service dans les années 1688-1690, début de la guerre de la ligue d'Augsbourg, ne sont pas remerciés mais chargés de mettre au net et d'assembler les levés de terrain qu'ils ont réalisés lors des dernières campagnes. Ils deviennent dès lors les grands cartographes français œuvrant sur les frontières du Royaume. Ce faisant, ils sont sans doute les premiers à appliquer sur le terrain les méthodes scientifiques de levé issues de la triangulation de Cassini.

Formant depuis 1777 le corps des ingénieurs géographes militaires, ils exercent leur activité entre 1792 et 1815 sur tous les champs de bataille de l'Europe et acquièrent ainsi une expérience irremplaçable qui leur permet de réaliser, dans la première moitié du XIX^e siècle, la triangulation et les premiers levés de la nouvelle carte de France que termineront les officiers d'état major. Quand, dans les années 1880, éclate le Dépôt de la guerre pour donner naissance à deux institutions distinctes, le Service géographique d'une part, la Section historique de l'état major d'autre part, c'est véritablement la fin d'une époque. L'éclatement du Dépôt de la guerre n'est en fait que l'aboutissement d'un long processus de spécialisation entamé vers 1740 lorsque la cartographie scientifique a rejoint la cartographie de terrain. Il ne fait qu'entériner un divorce entre techniciens de la cartographie et stratèges. La démilitarisation du Service géographique, devenu Institut géographique national en 1940 n'est que la reconnaissance d'un état de fait : la carte est l'affaire de tous. Certes les militaires restent pionniers et inspireurs de nombreux progrès techniques, de la projection Lambert à la cartographie par satellite mais ils demeurent surtout ce qu'ils ont toujours été, d'insatiables consommateurs de cartes.

Quant au Service historique de l'armée, actuellement Service historique de l'Armée de terre, il redevient ce qu'avait été le Dépôt de la guerre à l'origine, un service d'archives, dans lequel les cartes ont rejoint les dossiers.

Les fonds cartographiques conservés au S.H.A.T.

L'évocation sommaire de l'histoire complexe du Dépôt de la guerre permet de comprendre un peu mieux l'articulation des fonds cartographiques actuellement conservés à Vincennes. Tout d'abord n'y sont pas conservées les archives de la carte de Cassini, "militarisée" par la Révolution, ni celle de la carte d'état-major. En effet ces deux fonds ont été dévolus au Service géographique pour lequel ils étaient un instrument de travail indispensable. On n'y trouve pas non plus l'état abouti des grandes entreprises cartographiques du XVIII^e siècle qu'il faut également chercher à l'I.G.N. En revanche on peut consulter au S.H.A.T. les travaux préparatoires, les levés et les mémoires qui les accompagnent, toute cette documentation cartographique ayant été considérée lors du partage comme "matière d'archive" n'ayant plus qu'une valeur purement historique. On la trouvera dans la partie de la sous série 6 M, *Archives cartographiques* classée par ordre géographique et subdivisée en cartes générales, régionales et locales. C'est là, pour les historiens de la cartographie, le pain béni qui leur permet de se plonger dans l'élaboration du processus cartographique et un exemple peut être uni-

que d'archives cartographiques n'ayant pas fait l'objet d'élimination systématique des brouillons.

Par ailleurs, la situation un peu marginale des premiers ingénieurs des camps et armées et la difficulté récurrente d'établir la distinction entre archives publiques et archives privées - surtout sous l'Ancien Régime - ont laissé des lacunes que le chercheur peut heureusement combler en partie en s'adressant au département des cartes et plans de la Bibliothèque nationale de France. On y trouve en effet, notamment en raison des confiscations révolutionnaires, de nombreuses cartes établies par les ingénieurs géographes des camps et armées. Plus tard, de nombreux officiers cultivés firent don à la Société de Géographie - dont les collections sont conservées aux cartes et plans de la B.n.F.- de travaux effectués lors de leurs missions opérationnelles. On peut également découvrir aux cartes et plans en consultant les portefeuilles du Service hydrographique de la Marine le complément essentiel au levés réalisés au XVIII^e siècle sur les côtes, bien évidemment dans une intention de mise en défense.

Les cartes ayant une valeur purement opérationnelle, dont les premières remontent, comme nous venons de le voir, à la guerre de la ligue d'Augsbourg, ont en principe été dévolues au Service historique. D'abord classées avec les autres dans un ordre purement géographique ou laissées dans les fonds avec les correspondances qu'elles accompagnaient, elles ont été regroupées sous le Second Empire en un fonds dit *Atlas historique* qui forme le deuxième volet de la sous série 6 M. Les plus récentes remontent à la guerre de 1870. Bien évidemment, les fonds les plus riches concernent, outre les province Nord et Est de la France, les Pays-Bas, la rive gauche du Rhin et l'Italie.

Les fonds archivés par le Service historique de l'armée de terre

Quant aux cartes élaborées ou utilisées pendant la Première Guerre mondiale, on les trouvera soit dans les dossiers opérationnels, soit dans les fonds des bureaux des états-majors, classés en séries continues, par exemple au deuxième bureau du grand quartier général une très belle collection de situations journalières sur le front occidental ou au troisième bureau de beaux ensembles de cartes donnant les situations des différentes armées françaises.

Par ailleurs, une collection de canevas de tir d'artillerie, en projection Lambert au 1 :20 000, au 1 :10 000, voire au 1 :5 000 a été constituée. Classés par ordre alphabétique des feuilles, un tableau d'assemblage permet d'y accéder et de se faire une idée exacte sur un point précis du front. C'est actuellement un fonds particulièrement consulté par les historiens du paysage et de l'environnement en général. À côté de cette richesse on ne peut que regretter la pauvreté du fonds de cartes concernant la Deuxième Guerre mondiale. La guerre de mouvement, notamment en mai 1940, n'a pas permis d'établir des cartes des secteurs et les militaires ne sont guère à cette époque

que des consommateurs de cartes.

Les fonds du génie

Longtemps jalouxés par leurs " confrères " des camps et armées, les ingénieurs du Roy sont les gérants d'une infrastructure et de par ce fait sédentaires. Leurs travaux, restés à l'état de projet ou menés à terme, font, dès la création du département des fortifications en 1691, l'objet d'un archivage scrupuleux que la nécessité d'entretenir un domaine militaire considérable rend primordial. Ils sont conservés soit à l'échelon central par l'inspection du génie soit localement dans les directions des travaux. Ceux-là ont été versés au S.H.A.T. en 1985, ceux-ci à partir de 1989, l'ensemble formant la série V, *archives techniques du génie*. Outre des plans d'architecture on y trouve de nombreuses cartes à grande échelle mettant les bâtiments en situation (notamment dans les articles 4 *Frontières de la France*, 5 *Communications de terre et d'eau, dessèchement*, 8 *Places françaises* et 15 *Places étrangères*).

Au terme de cette revue des fonds cartographiques conservés au Service historique de l'Armée de terre et à l'orée de l'ère informatique, on peut s'interroger sur l'avenir de l'objet carte et plus spécifiquement carte militaire. Le fait militaire n'est plus, en France du moins, le principal moteur entraînant la production de cartes ; par ailleurs, la possibilité d'inclure dans des systèmes d'information géographique élaborés des informations de plus en plus nombreuses et variées, incluant toutes les facettes de l'activité humaine, a fait exploser la carte topographique qui nous était familière ; la carte d'état-major, point d'orgue de l'activité cartographique des militaires, en était le plus bel exemple. Les fonds d'archives cartographiques contemporains ne sont-ils pas menacés, comme tous les autres de devenir virtuels ?